

FESTIVALS : QUELLE EVALUATION ?

LE POINT DE VUE DE JEAN-MICHEL LUCAS

Observateur subtil et lucide (donc parfois caustique) des politiques culturelles, Jean-Michel Lucas, alias Docteur Kasimir Bisou, « apôtre des médications improbables », ne se contente pas de les étudier, de les analyser, de les décrire, de les critiquer ou de les condamner. Il a, à plusieurs reprises, « mis les mains dans le cambouis » puisqu'il fut Directeur régional des affaires culturelles en Aquitaine et conseiller technique au cabinet de Jack Lang quand ce dernier était ministre de la Culture. Ce maître de conférences en économie à l'Université de Rennes 2 Haute-Bretagne se spécialise dans l'étude et le conseil sur les politiques culturelles vers les musiques actuelles (avec « Trempolino », « Arts vivants 35 », l'IRMA ou au FORUMA dont il fut le rapporteur des travaux en 2005) dont il analyse les enjeux esthétiques ainsi que les relations singulières qui se sont instaurées entre elles et les pouvoirs publics. Ses travaux interrogent la légitimité des politiques culturelles pour regretter qu'elles aient perdu, précisément, leur dimension politique, pour déplorer que « l'accès à la culture pour tous et le soutien à la création » décidés et imposés par les spécialistes, les experts et les gestionnaires continuent à s'enliser lamentablement dans le vide créé par la disparition du citoyen. Un citoyen, dont on peut retrouver, en cherchant bien, la trace presque effacée dans la catégorie des publics ou dans celle, très largement majoritaire, des non-publics. Un citoyen réduit à la triste condition de consommateur qu'il convient d'attirer, de sensibiliser, de séduire, de convaincre, de fidéliser, pire, de satisfaire, et qui, pour le Doc Kasimir Bisou, « n'a qu'un seul droit : *applaudir comme public*, et un seul devoir : *payer comme contribuable*. »

L'affût : Comment concevez-vous l'évaluation d'un festival ?

Jean-Michel Lucas : Comme une question qui restera toujours en débat. D'abord parce que, s'il n'est pas simple d'évaluer les activités qui relèvent des politiques publiques en général, il est encore plus difficile de les évaluer quand elles concernent les arts et la culture. Une action culturelle n'a pas la réalité objective d'un objet définissable dont chacun peut faire le tour. Pour évaluer un festival, il est toujours possible de multiplier les indicateurs, de les accumuler, de les arranger comme les pièces d'un puzzle. A l'issue de ce travail, on retrouvera la question initiale. C'est l'une de ces questions dont Maurice Blanchot disait qu'elles appelaient une réponse mais dont la réponse n'apaiserait jamais la question. Comment estimer la valeur artistique et décider de celle qui méritera qu'on lui accorde quelques sous ? On ne peut pas évaluer l'intérêt de « l'art en train de se faire » ni même, et cela englobe aussi le patrimoine, le degré de délectation que procure la fréquentation des œuvres. En outre, c'est quand la menace plane qu'on a recours à l'évaluation. L'évaluation est stratégique. Elle naît de l'inévitable rapport de forces opposant les opérateurs, qui ont besoin de demander de l'argent, et les décideurs politiques dont les arbitrages entre les groupes et les projets délimitent le champ de ce qu'ils considèrent comme l'intérêt général. C'est d'abord la reconnaissance de ces rapports de force qui donne du sens à la question de l'évaluation.

L'affût : L'évaluation se situe donc toujours dans une relation conflictuelle ?

Jean-Michel Lucas : C'est presque toujours le cas quand il s'agit de répartir des fonds publics, a fortiori quand ils se font de plus en plus rares. Chacun sait qu'il n'aura pas tout ce qu'il veut et que le compromis final dépendra des éléments qui auront pesé le plus dans la balance. Les arbitrages se font toujours entre des intérêts contradictoires et vivre ensemble, c'est accepter le conflit. C'est bien pour cela que nous avons besoin des politiques (sinon, les gens pourraient s'arranger entre eux). Il est bon de savoir qui est l'ennemi, certes, mais il faut

surtout savoir qui porte la responsabilité de la politique publique. Car, si cette dernière n'est pas clairement définie et énoncée, l'évaluation n'a aucun sens. C'est au politique de dire si un festival est d'intérêt général, ou bien s'il ne relève que d'intérêts particuliers.

L'affût : L'évaluation doit donc naître d'un compromis entre les organisateurs et les élus ?

Jean-Michel Lucas : Pas seulement. Les activités culturelles et artistiques, comme toutes les autres, deviennent de plus en plus complexes. De l'échelon local à l'échelon international, elles mettent en jeu de plus en plus d'acteurs, de groupes, de systèmes, de réseaux... La question de l'évaluation ne se pose plus en termes d'indicateurs. Il s'agit de savoir qui sont les partenaires avec lesquels on travaille. Si je prends l'exemple des ateliers de danse organisés par Musiques Métisses avec Julie Dossavi dans les quartiers défavorisés d'Angoulême, c'est le festival qui a choisi la chorégraphe pour la qualité artistique de son travail, mais ce sont les assistantes sociales qui ont informé et inscrit les participantes dans le cadre d'une politique d'accompagnement social. Elles ont évalué le projet avec leurs propres critères et décidé, en toute responsabilité, de l'intégrer à une stratégie qui peut inclure aussi bien un atelier couture, un repas collectif ou un voyage au Futuroscope. Les assistantes sociales, le centre social ou la CAF (Caisse d'allocations familiales) sont autant habilités que le festival, sinon plus, à évaluer la pertinence, la cohérence, l'impact ou la réussite d'une telle action.

L'affût : Il faut donc élargir le dialogue ?

Jean-Michel Lucas : Dans la tradition française, il n'y a pas d'espace de concertation où s'élaborent, avec les citoyens, les politiques culturelles. On a seulement concentré les moyens publics entre les mains de « ceux qui ont la culture » en les priant d'aller chercher dans leurs filets ceux qui n'en avaient pas, curieusement appelés « non-publics ». Et dans le no man's land qui les sépare, on envoie de courageux médiateurs culturels chargés de ramener quelques-uns de ces 80% de français un peu sauvages, un peu barbares, qui ne fréquentent ni les théâtres ni les monuments historiques... Or, il est étonnant de croire que, si on ouvre une médiathèque, tout le monde va s'adonner à la lecture. En revanche, il est important que l'existence de la médiathèque soit reconnue comme une réalité positive par les citoyens, même si, à titre personnel, beaucoup ne la fréquentent pas. C'est cette approche globale de la cité qui est importante pas seulement l'approche par la fréquentation. Chaque projet doit donc faire l'objet d'une réflexion globale rassemblant les décideurs politiques, les acteurs concernés et la société civile, pour remettre du politique dans le technique à tous les stades d'un projet : avant, pendant et après. Il faudrait en fait renoncer à évaluer pour préférer le « rendre compte » sous des formes permanentes de discussion avec les citoyens, permettant de se mettre d'accord sur des objectifs et des dispositifs qui vont produire des valeurs partagées.

jmlucas285@free.fr

Interview réalisée par Bernard Prouteau